

## ATH-OUACIF

# Un transformateur défectueux sème la panique

"On a frôlé le pire, jeudi dernier, au centre-ville d'Ath-Ouacif", dira un membre d'un comité de quartier et de village de la localité qui tenait à ce que soit dénoncé le peu d'empressement dont a fait preuve la Sonelgaz pour répondre à la sollicitation de citoyens pris de panique à la vue, près d'un endroit très fréquenté de la ville, d'un transformateur défectueux, dégageant un liquide huileux. Selon la même source, la Sonelgaz de Ain-El-Hammam, dont dépend Ath-Ouacif, a été alertée ce jour-là plu-

sieurs fois à partir de 8 h 30, mais sans que ses agents daignent répondre à leurs sollicitations. Finalement, le transformateur a explosé vers midi et les dégâts ont valu une blessure à la tête à une passante. A partir de là est né un grand sentiment d'indignation à l'encontre de la Sonelgaz, à Ath-Ouacif, accusée d'avoir pris tout son temps pour intervenir afin de parer à une urgence.

Un courroux qui n'a pas lieu d'être, selon un responsable de la Sonelgaz de Larbaâ-Nath-Irathen, le district

dont relève l'agence de Ain-El-Hammam à laquelle est rattachée Ath-Ouacif. Selon ce responsable, la Sonelgaz ne peut se permettre de se montrer légère lorsqu'une urgence du genre est signalée.

"Des avaries ont touché de nombreux transformateurs dans le district qui relève de notre compétence. Un fait qui a induit une rupture de stocks de transformateurs à laquelle nous allons remédier dès ce dimanche puisque nous allons recevoir un lot de Blida."

Concernant le délai mis pour parer à l'urgence signalée, la même source affirme que l'inaccessibilité des routes, stigmates encore visibles en Haute-Kabylie des dernières intempéries, et les détours auxquels ont été contraints les agents de Sonelgaz ont fait que l'équipe d'intervention n'arrive par sur les lieux à temps.

Des explications qui auront peut-être le don d'apaiser autant que faire se peut la colère des Ath-Ouacif.

Azedine M.

## RENOUVELLEMENT DES INSTANCES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BOUMERDES

# Un scrutin houleux

Décidément, en Algérie, aucune élection n'échappe aux manipulations en vue de contrôler les rouages des institutions ciblées et par là même se donner la possibilité de monopoliser dans le sillage de ces institutions des intérêts basement matériels. C'est le cas de le dire pour le vote visant à renouveler le conseil d'administration et le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Bumerdes, qui compte plus de 13 000 fellahs et qui paient annuellement 1000 DA de cotisations.

Le scrutin qui s'est déroulé ce jeudi à la maison de la culture Rachid-Mimouni a été longuement et vainement contesté par une partie des membres des bureaux des treize associations professionnelles, qui composent l'ossature de l'assemblée générale de la chambre.

L'entame de la protestation contre le président sortant, M. Draoui, membre du conseil national de l'UNPA, a démarré à la fin de la lecture du bilan financier de la période allant de 1992, date de la première et dernière AG, à la fin 2004. Le commissaire aux comptes,

annoncé comme étant malade à l'ouverture des travaux, s'est pointé pour faire lecture très rapidement à l'assistance des chiffres que personne n'a maîtrisés.

A la fin de l'intervention de ce comptable, le président qui n'avait présenté aucun bilan moral de sa mandature qui avait duré tout de même 13 ans, s'est exclamé : "Nous remercions les présents d'avoir approuvé ce bilan" ! El Haddad Hamid, fellah de Baghliha, qui voulait en savoir plus sur la gestion des finances, notamment les 4086 cotisations collectées en 2004, a été menacé d'expulsion de la salle par le président. "Vous n'êtes pas membre fondateur, vous n'avez pas le droit de me demander des comptes sur la gestion antérieure" !

A noter qu'aucune liste des membres fondateurs n'a été communiquée à l'assistance. "Pour moi, aucun bilan financier n'a été présenté !" s'est écrié un autre protestataire. Exécutant la circulaire ministérielle numéro 1114, les représentants de l'administration qui se sont vu adjoindre à cette circulaire des instructions de M. Barkat, ministre de

l'Agriculture et du Développement rural pour la tenue sans délais d'élections, faute de quoi la chambre sera dissoute, appellent alors aux élections.

Ces instructions étaient accompagnées, par ailleurs, d'un télégramme du ministre interdisant le cumul des mandats dans le secteur agricole. "Cette dernière instruction vise en réalité à écarter les rentiers qui squattent les instances de l'UNPA et c'est une bonne chose", nous dit un participant. Bref, au moment de passer aux élections, la colère des fellahs avait atteint son paroxysme.

C'est le jeune agriculteur de Baghliha qui revient à la charge de manière virulente contre le président sortant pour dénoncer la confection de la liste des membres de l'assemblée générale. Il accuse ce responsable d'avoir favorisé ses alliés.

D'ailleurs, M. Derradji, fellah de Baghliha, qui s'était porté candidat, s'est ravisé par la suite par solidarité avec les protestataires.

L'assemblée sombra alors dans la confusion totale. Comme preuve de nombreuses exclusions et de manipulations des

listes, un vice-président de l'association des viticulteurs de la wilaya nous exhibe la liste des membres du bureau de cette association et celle des membres représentant cette même association appelés à siéger au sein de la nouvelle assemblée de la chambre. Justement, à la lecture des noms des candidats, un protestataire hurle : "Ces candidats sont sortis des abris." La seule femme présente sur les lieux, une jeune fille représentant les jeunes investisseurs de la wilaya de Bumerdes, écarquille les yeux devant cette cacophonie.

A l'issue de cette assemblée longuement contestée, un conseil d'administration et un président de la chambre, en la personne de M. Ghissimi Ali, élève de Boudouaou, ont été élus. Ils parlent avec une légitimité — c'est une constatation en Algérie — critiquée.

Contrairement au président sortant, M. Ghissimi, ingénieur agronome, qui pourrait donner une crédibilité à l'institution qu'il préside et qui est importante pour cette wilaya à vocation agricole.

Abachi L.

## BOUIRA

## Les enseignants du lycée Mira protestent

Les enseignants du lycée Mira de Bouira ont observé hier une journée de protestation contre la décision de la direction de leur défalquer quatre à cinq jours du salaire du mois de janvier.

Pour rappel, les enseignants de la wilaya de Bouira, tous paliers confondus, avaient observé une grève allant de quatre à cinq jours durant la semaine qui avait précédé l'Aid pour protester contre le retard dans la perception de leur salaire du mois de janvier dont l'accord conclu l'année dernière avec la Direction de l'éducation stipulait que les salaires seront versés au plus tard le 15 de chaque mois.

Or, durant le mois de janvier dernier, les enseignants et à une semaine de l'Aid et alors que la date du 15 a été largement dépassée, ils furent surpris d'apprendre, à travers une correspondance du directeur de l'éducation, que les salaires ne pourraient être versés avant l'Aid et, par conséquent, ils les invitaient à faire preuve de patience et comprendre la situation. Après cette correspondance qui avait exacerbé les enseignants, un débrayage presque généralisé a été observé au niveau de tous les établissements de la wilaya de Bouira. Durant la même semaine, le wali de Bouira, qui intervenait devant les élus lors de la session qui se tenait au même moment, s'était dit très étonné que "les choses ne bougent qu'avec des solutions extrêmes, comme les grèves". Aussi avait-il déclaré que les responsables de cette situation, à savoir les retards dans le paiement des salaires, seront sanctionnés.

Et c'est cette promesse qui vient d'être reprise par les enseignants du lycée Mira dans leur déclaration en rappelant qu'au moment où ils s'attendaient à ce que des sanctions tombent sur la tête des véritables responsables du retard dans les paiements, ils assistent à la sanction des enseignants.

Aussi, lors de cette réunion, et en plus de la décision d'observer une journée de protestation ce samedi, les enseignants ont-ils décidé de boycotter l'administration jusqu'au règlement du problème et la récupération de leur dû.

Enfin, rappelons qu'hormis le lycée Mira tous les autres établissements ont accepté ce fait et se sont pliés devant les décisions de leur tutelle... Comme au "bon" vieux temps !

Y. Y.

## BEJAIA/OUZELLAGUENE

## Un camionneur écrase une sexagénaire

Un tragique accident s'est produit dans l'après-midi de samedi dernier, en plein centre-ville d'Ouzellaguène, lorsqu'un camionneur a écrasé mortellement une vieille femme qui s'apprêtait à traverser la rue.

La victime, qui décéda sur le coup, fut percutée de plein fouet par le conducteur d'un camion gros tonnage juste devant un ralentisseur, précise notre source. Le corps sans vie de la victime a été évacué par les éléments de la Protection civile de la localité avant d'être déposé à la morgue de l'hôpital d'Akbou. Le chauffeur du camion a immédiatement été arrêté par les éléments de la Sûreté de la wilaya qui ont ouvert une enquête afin d'élucider les véritables causes de l'accident.

A. K.

## BOUZEGUENE/EDUCATION

## La reprise des cours perturbée

En congé forcé depuis dix jours suite aux dernières intempéries, les établissements scolaires, tous cycles confondus, des quatre communes de la daïra de Bouzeguène ont connu une reprise des cours difficile, en raison de la neige qui couvre encore la région, notamment les cours des écoles, d'épaisses couches.

Les perturbations ont surtout affecté la majorité des établissements du moyen et du secondaire, qui accueillent des élèves venant des localités limitrophes comme le technicum des Frères-Hanouti, qui dispose d'un internat et reçoit des élèves de deux communes. Au lycée Colonel Mohand-Oulhadj, l'effondrement du toit d'une salle de classe et la menace pesant sur deux autres, nous indique-t-on, ont conduit au renvoi momentané et par pré-

caution des élèves de 1<sup>re</sup> AS (dix divisions pédagogiques, selon un professeur) scolarisés au niveau de l'étage touché par les dégâts.

L'école primaire de Houara a vu l'effondrement de la charpente d'une salle de cours rendant difficile la reprise, nous dit-on. Les établissements scolaires de la commune d'Ath-Zikki, qui sort péniblement de son isolement, sont, cependant, les plus touchés par ces perturbations. Une source locale nous informe que la quasi-totalité de ces structures n'a pas pu fonctionner, encore paralysés par la neige qui n'est pas près de fondre si la pluie ne se met pas de la partie. La situation concerne notamment le CEM situé à 1200 m d'altitude en amont du chef-lieu.

S. Hammoum